



**APPEL CITOYEN  
POUR LA DEFENSE DE L'HOPITAL PUBLIC  
POUR L'ACCES AUX SOINS POUR TOUS**

Nous, usagers, personnels, élus, membres d'association, tenons à alerter les pouvoirs publics sur notre opposition aux décisions politiques en matière de santé publique avec la casse de l'hôpital public de l'Assistance Publique Hôpitaux de Paris, plus grand CHU d'Europe, des hôpitaux publics de psychiatrie et de ceux à but non lucratif avec mission de service public.

Avec la mise en œuvre de la loi HSPT dite « loi Bachelot », la privatisation, la déstructuration et la dégradation de l'Hôpital Public s'accroissent remettant en cause le libre accès aux soins de qualité pour tous. La politique de déremboursement, d'augmentation des franchises médicales et forfaits hospitaliers contraint 20% de la population à renoncer ou différer un soin.

Les usagers et les personnels de l'hôpital public font les frais de la politique de réduction des dépenses de santé, de privatisations de certaines offres de soins. Tout comme ceux des hôpitaux privés subissent la rentabilité financière et ses objectifs.

A Paris, nous ne sommes pas sur-dotés dans l'accès aux soins publics, nous dénonçons l'extension du secteur médical à honoraires libres et celle du secteur privé à but lucratif. Tout comme nous dénonçons la vente et le regroupement des hôpitaux à but non lucratif qui diminuent l'offre de soin de proximité aux plus démunis, pour aller sur des hôpitaux et cliniques à but lucratif où le premier objectif est la rentabilité financière.

**Nous dénonçons et refusons les menaces et les projets de fermetures de services dans les hôpitaux parisiens** engagés sans concertation par l'AP-HP dans son plan stratégique et celle de la communauté hospitalière de territoire pour la psychiatrie parisienne :

- la remise en cause de l'accès aux soins pour les enfants (après fermeture de l'hôpital St Vincent de Paul, menace sur l'hôpital Trousseau)
- la remise en cause de services d'urgence dans Paris et la dégradation de la prise en charge des urgences (Menace sur les SAU de Tenon, Hôtel Dieu), réduction du nombre de places pour l'hospitalisation en aval des urgences)
- la remise en cause de l'offre de soins pour les futures mères à cause de fermetures et regroupements de maternité : Fermeture maternité St Antoine, St Vincent de Paul/Cochin ...
- les dangers qui pèsent sur l'existence de l'hôpital de l'Hôtel Dieu et sur l'hôpital Pitié Salpêtrière avec le projet de ZAC du 13<sup>e</sup>
- la politique de regroupement ou transfert de service dont les finalités sont suppression de lits et d'emplois
- le regroupement de 3 hôpitaux psychiatriques en une communauté hospitalière de territoire avec une remise en cause de la politique de prévention, de soin et de suivi des patients, cela pourrait être la fin de l'action progressiste de la sectorisation pour un retour à une conception asilaire de l'hôpital avec moins moyens.

**Nous demandons :**

- **l'arrêt immédiat de la suppression d'emplois de fonctionnaires dans nos hôpitaux**
- **l'arrêt immédiat des restructurations engagées et l'arrêt de leurs projets de regroupement d'hôpitaux**
- **un financement des investissements nécessaire à la modernisation de nos hôpitaux**
- **l'abrogation de la loi HSPT**

L'hôpital public n'est pas déficitaire, il manque de budgets d'investissement et de fonctionnement. Le financement de l'hôpital public passe par une meilleure santé de notre protection sociale en lien avec le plein emploi, la revalorisation des salaires, l'arrêt des exonérations de cotisations patronales et une contribution des revenus financiers.

**La santé n'est pas une marchandise....**

**Je suis signataire de cet appel**

NOM : .....

Prénom : .....

Profession : .....

Qualité : .....

Email : .....

Téléphone : .....

Signature :